
SOCIALISME OU BARBARIE

Parait tous les trois mois

9, Rue de Savoie, Paris VI^e

Ne pas envoyer de mandat
sans écrire auparavant.

□□□□

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — A. VEGA

Gérant : G. ROUSSEAU

□□□□

LE NUMÉRO 150 francs

ABONNEMENT UN AN (4 numéros) 500 francs

SOCIALISME OU BARBARIE

Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat

L'analyse de la situation mondiale actuelle, présentée dans cette revue depuis son premier numéro (1), peut être résumée ainsi : la caractéristique fondamentale de la période contemporaine est la lutte entre le bloc américain et le bloc russe pour la domination et l'exploitation du monde ; cette lutte a sa source dans la nécessité inexorable qui pousse la classe dominante de chaque bloc — les trusts américains et la bureaucratie russe — à agrandir ses profits et sa puissance, à s'assurer l'exploitation de l'humanité entière, à garantir sa domination contre toute attaque extérieure et tout soulèvement intérieur. Il y a peu de chances que le prolétariat puisse, par une révolution qui devancerait la guerre, renverser les régimes exploités à l'Est et à l'Ouest, il est donc extrêmement probable que la lutte entre les deux blocs culminera dans une troisième guerre mondiale. Celle-ci accélérerait énormément la maturation des conditions de la révolution ; la perspective de la révolution est intimement liée à celle de la guerre. La période qui nous sépare de la guerre, courte ou longue, doit être mise à profit pour la construction d'une organisation d'avant-garde, indispensable si les possibilités révolutionnaires qui surgiront de la guerre doivent être réalisées. Cette construction doit commencer par un réarmement idéologique et programmatique, sans lequel rien de durable ne saurait être édifié.

Les événements qui se sont succédé depuis le début de 1953 semblent mettre en question cette perspective. Le ralentissement du réarmement américain ; les changements en Russie consécutifs à la mort de Staline ; la nouvelle attitude russe dans les rapports avec les Etats-Unis, et la reprise de négociations abandonnées (Allemagne), l'aboutissement soudain d'autres qui piétinaient depuis longtemps (Corée) ou des nouvelles ouvertures de discussion (Indochine) ; enfin, la révolte du prolétariat d'Allemagne orientale en juin, les grèves d'août en France — ces événements forment incontestablement un ensemble, dont la signification paraît à première vue être : le ralentissement du cours vers la guerre, la tentative des blocs impérialistes de stabiliser leurs relations, la rentrée en scène de la classe ouvrière. S'arrêter là serait pourtant remplacer par des conclusions hâtives et par des impressions l'analyse approfondie de la situation du régime d'exploitation et du prolétariat, ne pas dégager des événements les leçons qu'ils comportent, remplacer la critique marxiste par la météorologie de l'atmosphère politique dans laquelle se spécialisent avec succès les trotskistes. Il faut, au contraire, profiter de ce « tournant », apparent ou réel, dans la situation, pour poser avec encore plus d'acuité les problèmes et explorer davantage ce qui peut ne pas être clair.

(1) Voir les articles Socialisme ou barbarie (n° 1), 1948 (ib.), La consolidation temporaire du capitalisme mondial (n° 3), La guerre et la perspective révolutionnaire (n° 9) et les Notes sur la situation internationale des n°s 2, 3, 4, 7, 8, 11, 12.

Qu'est-ce qui a provoqué ces changements dans la situation ? Jusqu'où peuvent-ils aller ? Y a-t-il un vrai ralentissement du cours vers la guerre ? La perspective de la guerre en est-elle modifiée ? De toute façon, que signifiait-elle exactement ? Quel est le moteur profond de la lutte des deux blocs ? Leur tentative de stabiliser leurs relations peut-elle aboutir ? Quel est le mode de coexistence qu'ils peuvent réaliser aussi longtemps que la guerre n'éclate pas ? Que peut faire la classe ouvrière pendant cette période ? Quelles sont les tâches qui se posent à son avant-garde ? Voici les questions auxquelles nous voulons répondre par cet article. On ne saurait le faire sérieusement sans revenir sur certains points théoriques, ni sans revoir le développement de la situation qui a précédé les événements de l'an dernier.

I. — L'IMPERIALISME ET LA GUERRE

Les moteurs de la guerre impérialiste.

La conception de Lénine sur les guerres à l'époque de l'impérialisme part de l'analyse de celui-ci en tant qu'étape particulière de développement du capitalisme. L'impérialisme est l'époque où d'un côté l'économie et la société capitaliste sont dominées par les monopoles, où, d'un autre côté, le partage du monde entre les monopoles et les Etats qu'ils dominent est achevé. L'expansion des monopoles ne trouvant plus devant elle des espaces libres, des pays neufs où se réaliser — comme pendant le XIX^e siècle — leur tendance à augmenter leurs profits et leur puissance ne peut que les conduire à la lutte violente pour un nouveau partage du monde, dans lequel chacun espère agrandir la sphère qui est sous son exploitation directe.

Que signifie l'expansion pour les classes exploiteuses ?

Pour les groupes de monopoles qui dominent les Etats impérialistes en présence, agrandir la sphère de leur exploitation veut dire directement agrandir leurs profits et leur puissance; obtenir des matières premières bon marché ou exporter des capitaux veut dire s'approprier soi-même la plus-value du prolétariat colonial au lieu de la laisser aux concurrents. La plus-value coloniale n'a d'ailleurs pas une odeur spécifique qui attire en tant que telle les impérialistes, et Lénine dit expressément que ceux-ci s'intéressent tout autant à l'annexion de régions industrielles (2). Dans cette lutte pour l'agrandissement des profits, les sources possibles de matières premières préoccupent les impérialistes pratiquement autant que les sources réelles (3); et des régions qui n'ont aucun intérêt économique direct sont âprement disputées à cause de leur intérêt stratégique (4), car la puissance n'est pas une fin en soi, mais elle est le seul moyen, dans le monde capitaliste où « toutes les contradictions ne peuvent être résolues que par la force » (5) de régler le partage de la plus-value mondiale entre les exploiteurs.

Si l'on veut systématiser les facteurs économiques qui expliquent la tendance des pays capitalistes à dominer une zone aussi étendue que possible, on aboutit à trois idées :

a) Le capital des pays impérialistes tend à soumettre à son exploitation la quantité de main-d'œuvre la plus grande possible, et en particulier celle des pays arriérés où le taux d'exploitation tend à être plus élevé. L'utilisation de cette main-d'œuvre peut impliquer l'exportation de capital du pays impérialiste vers le pays dominé, mais cela n'est pas indispensable ;

b) En s'installant dans des pays producteurs de produits primaires

(2) N. Lénine, *L'Impérialisme* (Ed. Sociales), p. 82. Ceci veut dire, évidemment, que l'impérialisme ne s'intéresse pas exclusivement aux régions coloniales ; il peut s'y intéresser particulièrement si l'exploitation de la main-d'œuvre y est plus intense (v. plus loin).

(3) *Ib.*, p. 75.

(4) *Ib.*, p. 82.

(5) *Ib.*, p. 86.

(agricoles ou miniers), le capital du pays impérialiste s'approprié la rente foncière relative à cette production, qui autrement reviendrait à d'autres couches ou d'autres pays ;

c) En étendant la zone sous son pouvoir économique et politique, le capital du pays impérialiste étend le marché qu'il « protège » et se réserve pour lui-même, donc il peut exploiter d'une manière monopolistique les couches non prolétariennes de la population (6).

Il est facile de voir que ces trois idées se ramènent au fond à une seule, à savoir : l'exploitation directe, par le pays impérialiste, d'une zone aussi large que possible.

Qu'est-ce qui a provoqué ces changements dans la situation ? Jusqu'où peuvent-ils aller ? Y a-t-il un vrai ralentissement du cours vers la guerre ? La perspective de la guerre en est-elle modifiée ? De toute façon, que signifiait-elle exactement ? Quel est le moteur profond de la lutte des

L'impérialisme n'implique pas nécessairement une forme privée de capitalisme.

On peut se demander : ces caractéristiques ne sont-elles pas déjà celles du capitalisme en général ? Pourquoi faire intervenir les monopoles dans la définition de l'impérialisme ?

La réponse est que ces caractéristiques ne sont pas nécessairement celles d'un capitalisme concurrentiel, si au moins celui-ci est rigoureusement défini ; car, dans ce cas, le capital de chaque pays se trouve faire face à l'ensemble du marché mondial, dont son propre marché national ne se différencie pas essentiellement. Si cette hypothèse est prise dans toute sa rigueur, il n'y a pas d'avantage à se réserver une zone d'exploitation propre, puisque par exemple la « protection » des marchés est inconnue, puisque les capitaux peuvent se placer indifféremment dans les pays où le taux de profit est plus grand, etc.

Il est vrai qu'un tel capitalisme concurrentiel est un schéma théorique qui s'est encore moins réalisé sur le plan international que sur le plan national. Et il est vrai que les facteurs mentionnés plus haut comme déterminant l'expansion impérialiste, ont joué dans l'histoire moderne longtemps avant la domination des monopoles. Il reste néanmoins que l'avènement de ceux-ci donne à ces facteurs un caractère nécessaire, indissolublement lié à la structure profonde du capitalisme des monopoles, les rend essentiels d'accidentels qu'ils étaient auparavant (7). L'expansion territoriale a un sens pour le capitalisme concurrentiel dans la mesure où celui-ci s'écarte de son concept, pour le capitalisme monopoleur dans la mesure où celui-ci le réalise.

Mais si l'expansion impérialiste est l'expression nécessaire d'une économie où la concentration du capital est arrivée à l'étape de la domination des monopoles, elle l'est a fortiori d'une économie où la concentration est arrivée à sa limite naturelle, la domination « d'un seul capitaliste ou groupe de capitalistes » (Marx). Elle est autrement dit encore plus nécessaire pour une économie à concentration totale, pour un capitalisme bureaucratique. Pour la classe exploiteuse d'une telle économie, la tendance à l'exploitation directe d'une sphère aussi étendue que possible se pose avec la même nécessité que pour les monopoles, et se ramène aux trois éléments que nous avons analysés plus haut. Qu'elle se réalise à travers des modalités différentes (par exemple que l'exportation de capitaux joue un rôle beaucoup plus réduit et sous une autre forme que sous la domination des monopoles), cela résulte des différences qui séparent le capitalisme

(6) Les couches prolétariennes aussi, bien entendu ; mais rigoureusement parlant, cet aspect est un des facteurs qui déterminent un taux d'exploitation du prolétariat, dont nous avons parlé sous (a).

(7) Du point de vue étroitement économique, et dans le schéma du capitalisme concurrentiel, la nation est un accident. Tout ce qui donne une signification économique à la nation dans ce cas (frontières géographiques, habitudes de consommation, enracinement de la main-d'œuvre), est, du point de vue de l'économie, inorganique, imposé par la nature ou hérité de l'histoire. Dans le capitalisme des monopoles, par contre, la nation acquiert un sens économique propre : c'est le domaine d'exploitation directe d'un groupe de monopoles, un marché qui est sous son contrôle exclusif.

bureaucratique du capitalisme monopoleur, mais ne change rien quant au fond.

Car l'impérialisme du capital, il faut le souligner avec force, n'est pas lié à la propriété « privée » ou « étatique » des moyens de production, ni à l'existence d'un marché « libre » ou « planifié ». En se réservant un « marché », les monopoles se réservent la possibilité d'exploiter (en tant que consommateurs ou producteurs « indépendants ») les couches non prolétariennes d'un pays, mais le même processus a lieu si, au lieu de monopoles, et à faire une bureaucratie exploiteuse ; autrement dit, cette dernière aussi ne peut exploiter qu'à condition de dominer. Et la conception de Lénine, que nous avons résumée plus haut, n'a rien à voir avec la théorie des « débouchés », ou le « besoin de réaliser la plus-value », comme le laissent entendre des interprétations éclectiques mises en avant parfois par certains staliniens ou trotskistes ; ces conceptions se basent implicitement sur la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg, qui est erronée (8).

La paix impérialiste qui sépare deux guerres de ce nom s'appuie sur un équilibre des forces entre les groupes ou les Etats impérialistes, et c'est la rupture de cet équilibre des forces qui fait exploser la guerre, non pas la crise ou « l'impasse économique » en tant que telle ; celle-ci peut jouer soit en modifiant l'équilibre précédant, soit en augmentant la quantité des risques qu'un groupe impérialiste est disposé à accepter en entrant dans la guerre, mais n'est pas la cause de la guerre, dont les moteurs profonds existent en permanence, leur action étant seulement neutralisée d'une manière provisoire par l'existence d'un équilibre des forces.

Pourquoi est-il nécessaire d'agrandir les profits et impossible d'aboutir à une entente permanente ?

Mais d'où vient la tendance des monopoles à agrandir sans limite leurs profits et leur puissance ? Et pourquoi un arrangement amiable entre les monopoles pour le pillage concerté de la terre ne pourrait-il être réalisé et appliqué éternellement (ce que Kautsky appelait le « superimpérialisme ») ? Ces deux questions comportent une seule réponse.

Il est clair, et nous l'avons déjà rappelé, que la puissance n'est pas une fin en soi, mais le seul moyen dans l'univers capitaliste pour sauvegarder et agrandir les profits. Mais dans la tendance des monopoles à agrandir leurs profits, ce qui est important n'est pas le mobile psychologique, la « soif illimitée du profit » (bien que celle-ci existe et soit un des fondements de la société capitaliste). Le profit est à son tour la condition de survie du capitaliste. Statiquement, ce qui fait le capitaliste, c'est le capital ; mais dynamiquement, le capital n'est que du profit accumulé et c'est l'expansion de son capital, l'accumulation du profit qui seule peut perpétuer l'existence du capitaliste. Cela est clair sous le capitalisme concurrentiel ; le capitaliste qui n'accumule pas suffisamment est évincé par les concurrents, et ce qui lui permet d'accumuler suffisamment n'est pas l'ascèse bourgeoise, mais un volume de profits plus important. L'ère des monopoles met fin (pour l'essentiel) à la concurrence entre entreprises du même secteur à l'intérieur d'un pays, soit par l'apparition d'un monopole au sens effectif du terme (un seul capitaliste ou groupe de capita-

(8) Il nous est malheureusement impossible de nous étendre ici sur ce point. Il importe cependant de dire un mot sur la tendance des staliniens et des trotskistes d'avoir recours à un luxembourgeoisisme qui s'ignore. La théorie de l'accumulation de Rosa implique que l'expansion impérialiste découle de l'incapacité où se trouve un capitalisme de marché à réaliser sa plus-value chez lui ; on peut donc lui faire sous-entendre que l'expansion impérialiste découle de l'existence d'un marché et de son anarchie, que donc étatisation et planification rendent ipso facto l'impérialisme inconcevable. Tout cela est entièrement étranger à la conception de Lénine, qui voyait dans l'impérialisme allemand (en 1918 !) un « capitalisme d'Etat, organisé et planifié », et traduit la même mystification que la conception suivant laquelle l'étatisation supprime automatiquement les classes et l'exploitation. La Russie ne peut pas être impérialiste, disent-ils, parce qu'elle n'a pas de chômage à exporter. Quant à la main-d'œuvre à importer (ou à exploiter là où elle se trouve), ils n'en disent mot.

listes dominant désormais le secteur), soit par un cartel ou une entente entre plusieurs entreprises qui subsistent (ce qui suppose déjà, en général, un nombre limité de participants). Elle est cependant loin de mettre fin à la lutte entre capitalistes ; la lutte continue sur le plan international, où l'apparition d'un vrai monopole est, pour plusieurs raisons, exceptionnelle ; elle ne cesse que par la constitution de cartels internationaux, autrement dit par des compromis qui délimitent les sphères d'exploitation respectives des monopoles nationaux.

Mais ces compromis sont par essence provisoires. Comme l'a montré Lénine en réfutant la conception de Kautsky sur le « superimpérialisme » (9), la base de ces compromis est le rapport des forces entre les participants au moment où le compromis est conclu. Mais ce rapport de forces évolue perpétuellement ; ceux que son évolution a avantagés remettront donc en question le compromis en exigeant un nouveau partage plus favorable ; et chaque révision rendant encore plus forte la position des plus forts, il est fatal qu'un moment arrive où les autres la refusent, car elle ne peut à la longue que conduire à leur éviction totale. Le règlement ne peut finalement se faire que par la force : la guerre économique, ou la guerre totale.

Ainsi, aucun compromis ne pouvant être éternel, et tout le monde le sachant, tout le monde ne peut que se préparer pour le moment où il sera remis en question pacifiquement ou violemment ; et on ne peut s'y préparer qu'en accumulant, en augmentant sa puissance économique et totale dès maintenant.

Autant et plus donc que sous le capitalisme concurrentiel — plus, car maintenant la lutte cesse d'être simplement économique — continue la lutte entre capitalistes et groupements de capitalistes, continue le besoin d'accumuler, continue le besoin d'augmenter les profits, les domaines qu'on contrôle, les populations qu'on exploite. Chaque « stabilisation provisoire », chaque compromis économique, chaque paix n'est utilisée par les uns et par les autres que comme un palier, que comme un tremplin permettant de récupérer, de consolider, d'étendre et d'organiser ses forces en vue d'une attaque ultérieure. Ces forces se développant d'une manière inégale chez les adversaires, un moment arrive où la « stabilisation » précédente s'écroule. Et on recommence.

La guerre impérialiste est une étape du processus de concentration mondiale.

Mais recommence-t-on éternellement ? Et surtout, recommence-t-on toujours de la même manière ? Peut-on dire qu'aussi longtemps que la révolution ne sera pas victorieuse, « des guerres impérialistes » et « des nouveaux partages du monde » se succéderont indéfiniment ? Chaque guerre n'élimine-t-elle pas définitivement un lot de concurrents — de même que chaque crise élimine définitivement un lot de capitalistes — et ne crée-t-elle pas une situation en partie irréversible ?

Certes oui. Et il nous faut aussi compléter la conception de Lénine — que nous avons jusqu'ici simplement résumée — en envisageant la transformation profonde de l'impérialisme lui-même que les guerres impérialistes amènent, en tenant compte des résultats mêmes du processus qu'on a décrit. A travers les guerres, se réalise l'élimination progressive des concurrents et la domination d'un nombre de plus en plus restreint d'Etats impérialistes ; il y a donc une transformation profonde de l'impérialisme qui s'opère. Tout compromis, tout traité de paix peut être remis en question — remise en question qui est la guerre. Mais de la guerre émergent des situations qui ne peuvent plus être remises en question, des écrasements définitifs et des accumulations de puissance inattaquables. Ce ne sont plus simplement les partages des colonies et des régions arriérées dont il s'agit, mais même la domination sur les pays impérialistes par d'autres pays impérialistes incomparablement plus forts. Et la limite de ce processus est nécessairement, si la révolution prolétarienne n'intervient pas, la domination du monde par un seul Etat impérialiste, un seul groupe d'exploiteurs, non pas à travers l'entente pacifique entre les divers Etats,

(9) L'Impérialisme, p. 106.

mais à travers la lutte violente et l'extermination ou la soumission des plus faibles.

Il faut donc approfondir la définition de Lénine et voir dans les guerres de l'époque impérialiste les moments décisifs dans le processus de concentration mondiale du capital et du pouvoir, non pas simplement des luttes pour des nouveaux partages du monde, mais l'acheminement vers la domination universelle d'un seul groupe exploiteur. Et il est clair en ce sens qu'il n'y a pas eu « des guerres impérialistes » mais que chaque guerre a représenté — ou représentera — une étape bien distincte de ce processus de concentration mondiale (10). Il sera utile d'éclairer davantage cette conception par un court rappel historique.

II. — LA LUTTE RUSSO-AMERICAINE POUR LA DOMINATION MONDIALE

Première et deuxième guerres mondiales.

La première guerre mondiale visait à un nouveau partage du monde, et elle a pu réaliser son objet. Les impérialistes de l'Entente ont dépouillé les Empires centraux de leurs colonies et zones d'influence, donnèrent à leur volonté force de loi internationale par le traité de Versailles et établirent sur leur victoire un nouveau rapport de forces qui à son tour en garantissait les résultats.

Garantie illusoire. Vingt ans après, l'Allemagne écrasée en 1918 retrouvait suffisamment de force pour tout remettre en question, écraser à son tour, la France et conquérir l'Europe. Cette deuxième guerre mondiale, la conquête et l'organisation de l'Europe par l'Allemagne comme aussi l'exigence de la « capitulation sans conditions » l'ont montré, ne visait plus seulement à un nouveau « partage du monde », mais à l'extermination totale de l'un des deux camps en lutte. Son objectif était la domination du monde par un seul bloc impérialiste, mais cet objectif elle n'a pas pu le réaliser. La guerre a eu lieu contre l'Allemagne, ce qui ne peut paraître avec le recul du temps que comme un malentendu ou un anachronisme. Car, pendant qu'en Europe le rapport des forces se modifiait rapidement et spectaculairement à partir de 1933 en faveur de l'Allemagne et contre la France et l'Angleterre, il se modifiait d'une manière beaucoup plus profonde, à l'échelle mondiale contre l'ensemble des impérialismes européens et en faveur de l'Amérique et de la Russie qui étaient déjà en 1939 les seuls candidats sérieux à la domination mondiale (11).

La deuxième guerre mondiale a donc posé dans les faits le problème de la domination mondiale, mais elle n'a pas pu le résoudre. Son résultat a consisté à éliminer les candidats secondaires — Italie, France, Japon, Angleterre, Allemagne — définitivement réduits au rôle de clients de l'impérialisme américain, et à laisser face à face les vrais protagonistes, la Russie et les Etats-Unis.

(10) Nous n'avons parlé ici de la liaison de la guerre avec le processus de concentration que sous un seul aspect, l'aspect international. Qu'il y a une liaison tout aussi profonde et importante sous un autre aspect, l'aspect « national », qu'autrement dit la conduite et même la simple préparation de la guerre est un levier puissant de la concentration du capital et du pouvoir au sein d'un pays ou d'un bloc deviendra clair à la lecture des pages qui suivent.

(11) Il peut paraître qu'en disant aujourd'hui que, dès 1939, la Russie était, avec les Etats-Unis, « le seul candidat sérieux à la domination mondiale », on est intelligent après coup. Pourtant, dès 1939, la Russie réunissait, avec une industrie qui ne le cédait qu'à celle des U.S.A., une population supérieur à la population américaine et dépassant de plus du double celle du « plus Grand Reich » allemand ; mais surtout un système social qui, loin d'être particulièrement fragile comme à la fois bourgeois et trotskistes le pensaient, était beaucoup plus solide et efficace que celui de ses adversaires, et dont la puissance était multipliée par la capacité de créer, chez les pays bourgeois, des courants sociaux et politiques à la fois profondément enracinés dans la vie nationale et farouchement pro-russes, ce qui n'a jamais été le cas avec aucun pays impérialiste « classique ».

Caractère de la deuxième « paix » mondiale.

De ce fait découle directement qu'elle n'a même pas pu aboutir à un véritable compromis provisoire. La première guerre mondiale visait à régler les rapports entre l'Allemagne et les puissances de l'Entente ; l'Allemagne vaincue, Anglais et Français pouvaient dicter le « compromis » qu'ils voulaient — non sans des frictions internes considérables il est vrai — consolider le rapport de forces résultant de la défaite allemande, faire du traité de Versailles quelque chose d'indiscutable pendant une certaine période. Rien de pareil avec la deuxième guerre. On pouvait imposer toutes les solutions qu'on était capable d'imaginer à l'Allemagne — la belle affaire ! La difficulté n'était pas là, mais de trouver une solution au problème des rapports russo-américains. Celui-ci cependant n'avait pas été débattu lors de la guerre ; aucun des deux adversaires n'avait acquis par la force la possibilité d'imposer sa volonté à l'autre. Le test restait à faire ; pour une série de raisons, le vrai test, qui aurait été la prolongation de la guerre comme guerre russo-américaine, n'a pas pu avoir lieu. C'est pourquoi, même si l'interlude entre la deuxième et la troisième guerre mondiale s'avère en définitive beaucoup plus long que celui qui sépara la première de la deuxième, son caractère aura été complètement différent. Pas de stabilisation provisoire, pas de compromis établi sur un rapport de forces bien défini, démontré par les armes et consolidé par les dispositions du compromis lui-même, mais une série de *modus vivendi* passagers, changeant comme les rapports de force éternellement mouvants, l'équilibre éminemment instable reposant sur l'égalité présumée des forces des adversaires ; difficulté extrême de régler les points litigieux que la guerre a laissés, car incertitude sur le degré de pression que chacun peut exercer sur l'autre pour le forcer à reculer.

Impossibilité d'un équilibre indéfini entre les deux blocs.

Mais, si la guerre finie en 1945 n'a pas pu établir les bases objectives d'un tel compromis, est-ce qu'une série de frictions, de conflits partiels, de tâtonnements et de négociations ne pourraient-elles l'établir ? Est-ce qu'à défaut de la supériorité incontestable de l'un sur l'autre résultant d'une victoire militaire, la constatation réciproque d'un équilibre présumé des forces ne pourrait-elle conduire à un règlement ?

Dans l'abstrait, un tel règlement n'est pas inconcevable. Il pourrait prendre la forme d'une séparation rigoureuse du monde en deux zones, dominées l'une par l'Amérique, l'autre par la Russie. Chacun des adversaires s'engagerait en fait de ne pas dépasser la frontière, ni intervenir d'une manière ou d'une autre dans la zone de l'autre ; il ne faudrait évidemment pas qu'il y ait des territoires laissés en dehors du partage, car leur sort ultérieur pourrait remettre en question toute la situation. Il est cependant clair qu'une telle solution ne pourrait être que provisoire, et conduirait à nouveau, après un intervalle plus ou moins long, au conflit ouvert, dès que l'équilibre des forces, réel ou présumé, serait rompu.

Pour le voir, il suffit d'examiner les bases réelles de l'équilibre des forces entre le bloc russe et le bloc américain ; ce faisant, on pourra comprendre combien elles sont par leur nature rapidement changeantes et incapables de soutenir un règlement durable des rapports russo-américains.

Facteurs de l'équilibre russo-américain.

Sur le plan étroitement économique d'abord, la production industrielle du bloc russe doit représenter actuellement environ le quart de la production mondiale. Le bloc américain jouirait donc d'une suprématie écrasante (de trois à un) ; mais deux facteurs limitent énormément la portée de cette constatation, si même ils ne l'annulent pas. La bureaucratie russe contrôle totalement ce qui se passe dans sa zone, l'impérialisme américain ne peut le faire qu'en partie ; il ne dispose pas actuellement de la production anglaise comme Moscou peut disposer de la production tchécoslovaque.

En définitive la lutte est surtout une lutte entre le bloc russe et les U.S.A., non pas entre le bloc russe et le « reste du monde ». D'autre part, la bureaucratie russe peut orienter — et il est certain qu'elle oriente — sa production vers la production militaire beaucoup plus que ne peuvent le faire actuellement les impérialistes yankees. Avec une production égale à la moitié de la production américaine, la Russie peut être plus forte si elle consacre à l'armement un pourcentage de sa production plus de deux fois supérieur à celui qu'y consacrent les Etats-Unis. Le potentiel américain pourrait prévaloir malgré cela si on lui donnait le temps ; mais rien ne garantit qu'on le lui donnera.

Jusqu'ici, la supériorité économique des Etats-Unis ne se manifeste pas comme supériorité incontestable de puissance d'attaque ; mais elle se manifeste quand même comme avance technique dans le domaine des armements — surtout dans le domaine atomique.

Mais dans la guerre moderne, le véritable rapport des forces dépasse le plan économique et technique, et comprend des facteurs politiques et sociaux qui jusqu'ici jouent incontestablement en faveur de la bureaucratie russe. Celle-ci a la possibilité d'utiliser pour sa guerre des fractions importantes du prolétariat des pays occidentaux et de profiter des crises sociales chez ses adversaires, tandis qu'il est impossible à ceux-ci d'intervenir activement dans ses propres crises.

Enfin, le rapport des forces décisif n'est pas celui qui existera au moment où la guerre éclatera, mais celui que tendra à former son éclatement même ; en particulier, la vraie force russe n'est pas la force actuelle de la Russie, mais la force dont celle-ci disposerait si après les premiers mois elle occupait, comme il est probable, l'Europe continentale et les régions les plus importantes de l'Asie ; les huit cent millions d'hommes du bloc oriental pourraient alors se transformer en seize cent millions, et les Américains se retrouver en compagnie de Péron et de Malan.

Modification perpétuelle de ces facteurs.

C'est là une image statique des facteurs les plus importants dont la résultante détermine actuellement le rapport des forces entre les deux blocs et son équilibre présumé. Mais on s'aperçoit immédiatement que par leur nature même, ils sont en changement perpétuel et que l'équilibre qui en résulte ne peut qu'être extrêmement fragile.

Ainsi : quoi de plus solidement assis que la supériorité de la puissance industrielle américaine sur la puissance industrielle russe ? Pourtant, le fait que le rythme de développement de la production russe est beaucoup plus rapide que celui de la production américaine altère constamment le rapport des forces. C'est une platitude de dire que si la différence des rythmes de développement se maintenait, un jour viendrait où la production russe dépasserait la production américaine ; mais il faut se rendre compte que les délais sont relativement brefs. Une quantité qui augmente de dix pour cent par an rattrape une quantité double au départ qui n'augmente que de trois pour cent au bout de onze ans ; elle rattrape une quantité quadruple au départ au bout de vingt-deux ans (12).

De même le niveau technique américain est incontestablement supérieur aujourd'hui au niveau russe ; mais ce dernier peut se développer avec un rythme plus rapide. Des facteurs très complexes — et non tous rationnels — jouent dans ce domaine, mais il y en a un décisif qui favorise les Russes ; c'est tout simplement leur possibilité de profiter de l'avance technique des Américains eux-mêmes. Même à efficacité d'espionnage inférieure, les Russes auraient toujours quelque chose à apprendre des Américains, l'inverse n'étant par hypothèse pas vrai. De plus, les techniques militaires sont indissolublement liées aux techniques productives en général, et, aussi longtemps que l'ensemble de la production américaine n'est pas sous le boisseau du F.B.I., les Russes profiteront immédiatement de la majeure partie des progrès techniques américains, et indirectement de sa

(12) Trois et dix pour cent sont les pourcentages généralement admis d'accroissement annuel moyen de la production des Etats-Unis et de la Russie respectivement.

presque totalité. D'ailleurs, il est à peine nécessaire de rappeler que la découverte (ou, copie) successive par les Russes de la bombe atomique d'abord, de la bombe à hydrogène ensuite ont démontré l'absurdité de l'idée d'une infériorité technique permanente et constitutionnelle des Russes ou bien la futilité du contre-espionnage américain, et vraisemblablement les deux à la fois.

Dans ce cadre même, les données immuables de la géographie perdent le sens qu'elles avaient. Les avantages découlant pour la Russie de sa position centrale face à la plus grande partie de cet hémisphère peuvent être sérieusement remis en question par le développement de l'aviation et des armes atomiques, lesquelles inversement ont déjà virtuellement détruit l'isolement des Etats-Unis.

Impossibilité pour Moscou et Washington de contrôler totalement la base de leur puissance : le prolétariat.

Encore plus changeants et fluides que même les techniques sont les rapports politiques et sociaux au sein de chacun des blocs, qui sont un élément déterminant du rapport des forces. Une des faiblesses fondamentales des Etats-Unis, est l'impossibilité d'imposer — et même de concevoir — une organisation rationnelle de leur propre bloc ; mais quelle qu'elle soit, cette organisation ou plutôt désorganisation évolue constamment (frictions avec l'Angleterre et la France, impasse de la C.E.D., Iran, Egypte, etc.). Inversement, on pourrait croire la domination de la bureaucratie du Kremlin incontestable sur sa zone ; en réalité, les contradictions pour être comprimées n'en sont que plus violentes, comme le cas yougoslave d'un côté, la révolte de Berlin de l'autre l'ont démontré. Un des atouts principaux de la bureaucratie russe, la puissance des partis staliniens dans certains pays du bloc occidental, est loin d'être donné une fois pour toutes ; cette puissance est attaquée de front par la bourgeoisie, minée par la méfiance ou la démystification croissante du prolétariat.

C'est là certainement le facteur le plus profond et en dernière analyse le plus important de la situation. Ni l'impérialisme américain, ni la bureaucratie russe n'ont en fin de compte un contrôle absolu de leur propre domaine ; ni l'une ni l'autre forme du système d'exploitation ne peuvent réaliser des rapports sociaux rationnels, car précisément ces rapports supposeraient l'abolition de l'exploitation. La classe dominante de chaque bloc doit mener la lutte contre son ennemi extérieur, elle doit aussi et surtout mener la lutte sur le front intérieur, pour assurer sa domination sur sa propre société qui est à chaque instant remise en question, implicitement ou explicitement. La seule force de Moscou ou de Washington est le prolétariat russe ou américain ; mais cette force ne leur appartient en réalité pas, ils l'usurpent, ils ne peuvent arriver à se l'approprier qu'en combinant la ruse et la violence, en trompant et en opprimant, en corrompant et en exploitant ; au même moment où ils se l'approprient, ils se l'aliènent encore plus profondément ; au moment où ils ont extorqué encore plus de plus-value aux travailleurs ils les ont dressés encore plus profondément contre le système qui les exploite, et chaque fois qu'ils ont maté une révolte, ils ont posé sans le savoir une prémisse de la révolution.

La situation de la classe dominante, dans le bloc américain comme dans le bloc russe, ne peut se comprendre qu'à la lumière de cette double lutte permanente : contre l'ennemi extérieur, et contre l'ennemi intérieur. Et chacune de ces luttes n'acquiert toute sa signification et toute son acuité que parce que l'autre existe simultanément ; la classe dominante qui pourrait résoudre son problème intérieur et réellement dominer sa société pourrait, à ce moment-là, venir à bout de l'adversaire extérieur presque sans peine ; et réciproquement, le bloc qui exterminerait l'adversaire extérieur pourrait envisager d'une manière totalement différente ses contradictions intérieures, qui perdraient pour lui à ce moment leur virulence, et qu'il pourrait laisser pourrir indéfiniment. Mais la classe dominante ne peut évidemment pas réaliser la première solution — résoudre les contradictions à l'intérieur de sa société — car cela signifierait pour elle sa suppression en tant que classe dominante ; seule une société sans exploi-

tation et sans oppression peut s'organiser rationnellement. Il ne lui reste donc ouverte que la deuxième voie : essayer de supprimer l'ennemi extérieur. C'est là, en dernière analyse, le moteur profond de la lutte entre les deux blocs et aussi le facteur le plus important, parce que le plus indépendant et le moins prévisible par les exploités dans ses réactions, de l'instabilité de leur rapport de forces.

Rapport de la lutte de classes et du cours vers la guerre.

Mais cette lutte de classes au sein de chaque bloc ne peut-elle provoquer un ralentissement du cours vers la guerre, en obligeant les impérialistes de tenir compte de la réaction des exploités ? Ne peut-elle même pas aller plus loin, et, par une révolution « précédant » la guerre, abolir le système d'exploitation et ainsi la guerre elle-même ?

On a déjà dit, dans cette Revue (13), que l'incapacité de chacun des deux blocs à surmonter ses contradictions internes — et celles-ci découlent toutes en dernière analyse de la résistance qu'oppose le prolétariat à son exploitation — avait conditionné le tournant de leur politique en 1952-1953. Mais cette interprétation n'a rien à voir avec l'idée qu'une résistance « accrue » à l'oppression de la part du prolétariat peut ajourner indéfiniment le conflit impérialiste. Cette idée — qui forme le fond de la conception réformiste d'une « pression » ouvrière capable d'empêcher indéfiniment la guerre, conception reprise à l'occasion par les trotskistes — est une mystification. Autre chose est, en effet, de dire que dans telles circonstances données, l'incapacité des impérialistes à dominer totalement leur société les a obligés de reculer sur le chemin de la guerre (ce qui est arrivé en 1952-1953), et autre chose est de dire qu'une telle situation puisse durer indéfiniment. Ce serait supposer que la guerre de classes peut rester indéfiniment en équilibre sur la pointe d'un couteau. Le fait qu'ils ont été obligés de reculer dans une première phase fait que les impérialistes se préparent activement à s'imposer totalement au prolétariat dans une deuxième ou une troisième. A la fois l'analyse et l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières montrent que la lutte de classes dans la société capitaliste ne peut qu'aboutir à la défaite ouvrière ou culminer dans la révolution.

Reste donc à examiner la deuxième possibilité : qu'une révolution préalable à la guerre supprime la perspective de celle-ci. Certes, ici, le pronostic qu'on puisse faire n'implique pas de questions de principe. On ne peut pas, sur la base d'une analyse a priori, ni conclure à la certitude d'une révolution précédant la guerre, ni la déclarer absolument impossible. Mais l'examen de la situation historique concrète montre qu'une révolution préalable à la guerre est extrêmement improbable.

En effet, les deux présuppositions fondamentales d'une révolution victorieuse ne seront données à l'échelle mondiale qu'avec la guerre elle-même : la maturation idéologique du prolétariat, la crise dans l'appareil de domination et de répression des exploités. La situation par rapport à ces deux facteurs est inversement symétrique dans les deux moitiés du monde : à l'Ouest, l'appareil de domination des exploités ne présenterait pas un obstacle insurmontable à l'action du prolétariat, mais celle-ci est paralysée par des facteurs idéologiques, précisément par l'existence et l'influence d'une bureaucratie ouvrière. A l'Est, la nature exploiteuse de la bureaucratie ne présente pas de mystère pour les populations, mais sa dictature totalitaire rend pratiquement impossible l'organisation et l'action de celles-ci. La guerre apportera des changements radicaux et cette situation : à l'Ouest, démythification par rapport à la bureaucratie ; à l'Est, ébranlement de l'appareil de domination et de répression — et ceci dans les conditions d'armement universel des populations.

Mais le plus important est que seule la guerre peut réaliser ces conditions d'une manière relativement synchronisée à l'échelle mondiale. Et c'est bien d'échelle mondiale qu'il s'agit. Que l'on suppose en effet que les conditions de la révolution se trouvent réunies dans un pays donné

(13) V. la Note sur la situation internationale dans le n° 12 de cette Revue, p. 48 à 59.

— ce qui n'est ni impossible, ni même improbable. Qui ne voit que l'un ou l'autre des deux blocs ou les deux à la fois interviendraient immédiatement pour écraser cette révolution — autrement dit, que la guerre civile serait rapidement transformée en guerre impérialiste ? Qui peut penser que les Américains ou les Russes pourraient accepter qu'une révolution prolétarienne prenne le pouvoir et qu'elle s'y maintienne en France, en Italie ou en Allemagne ? Une telle révolution déclencherait une intervention immédiate et vraisemblablement simultanée. Cette intervention ne pourrait être tenue en échec que par la propagation de la révolution dans les autres pays, et principalement en Russie et aux Etats-Unis. La tentative de chaque bloc d'intervenir dans les mouvements qui auraient lieu chez l'adversaire donnerait rapidement à la situation le caractère d'une conflagration générale, et seule cette conflagration tendrait en retour à créer les conditions d'une révolution générale. Il est donc possible que guerre et révolution soient étroitement tissées l'une à l'autre dès le départ, mais il est hautement improbable que la révolution se répandant en trainée de poudre sur la planète renverse sans autre forme de procès le pouvoir des exploités.

Ces dernières considérations montrent que la lutte de classes peut dans le cas extrême accélérer la guerre plutôt que la ralentir. Mais à un niveau plus profond, il reste vrai qu'indépendamment de son action « conjoncturelle » dans un sens ou dans l'autre sur les relations des deux blocs, la lutte de classe est en dernière analyse la condition et le moteur de leur lutte, et le facteur le plus important de l'instabilité de leur rapport de forces. C'est aussi le facteur qui rend impossible de la part des Russes aussi bien que des Américains l'établissement et le maintien d'une stratégie et d'une politique rationnelles face à l'adversaire.

Impossibilité d'une stratégie rationnelle des classes exploiteuses.

Les mêmes facteurs qui tendent à donner progressivement à la stratégie une importance prédominante dans la vie de la société contemporaine tendent aussi à lui enlever ses bases rationnelles. Il suffit pour le voir de comparer la nature de la stratégie dans le monde moderne et dans celui des siècles passés.

Alors la stratégie était l'art de l'utilisation la plus efficace de forces données, exclusivement militaires, pendant une période critique et limitée qui était la guerre. L'industrialisation de la guerre et son corrélat, la militarisation de la société ont, comme on le sait, rendu la guerre totale, dans un double sens : totale d'abord « dans l'espace », en ce sens qu'elle concerne l'ensemble de l'activité sociale, de la production à l'idéologie ; mais aussi — et c'est là un aspect sur lequel on insiste d'habitude moins — totale « dans le temps », en ce sens que ni les forces à utiliser ne sont plus considérées comme données, mais précisément comme pouvant et devant changer en fonction de la stratégie, ni la période couverte par cette stratégie ne se limite plus à la guerre proprement dite, mais englobe tout l'avenir. La stratégie devient donc l'art de développer en permanence de la manière la plus efficace l'ensemble des forces d'une société en vue d'une guerre totale contre une autre société qui procède de même. Les répercussions de cette modification sont énormes. L'instrument de la guerre autrefois était l'armée, un outil qu'on pouvait améliorer, qu'il fallait utiliser selon certaines règles découlant de sa nature même et de sa mission, mais dont en fin de compte on savait à peu de choses près ce qu'il valait et ce qu'on pouvait en attendre. Aujourd'hui, l'instrument de la guerre c'est la société dans son ensemble, et du coup, les contradictions sociales et la fluidité des rapports sociaux sont transposées au cœur de la stratégie. Autrefois la technique évoluait certes, mais suivant un rythme qui paraît aujourd'hui peu différent de l'immobilité. Aujourd'hui les armes sont démodées avant même que leur prototype ait pu être essayé mais aussi en même temps leur mise au point exige des études et des essais qui s'étalent sur des années, et qui doivent elles-mêmes être planifiées d'avance. Bref, la stratégie implique aujourd'hui le contrôle total des activités sociales et une planification de ces activités s'étalant sur des longues années. Ceci veut dire d'abord que politique, stratégie et économie tendent à s'identifier ;

cela veut dire aussi que l'orientation stratégique et son application deviennent des facteurs déterminants du développement de la société.

Alors donc qu'autrefois une stratégie n'était limitée dans sa rationalité que par un certain imprévu des conditions naturelles (réduit à peu de chose) ou autrement par la stratégie de l'adversaire, mais qui, tendant elle-même à être rationnelle, lui était homogène et donc susceptible d'être escomptée dans ses réactions et intégrée comme élément de la situation, aujourd'hui elle souffre d'un manque de rationalité interne, car son instrument même tend à échapper à son contrôle. Ce contrôle pouvait exister autrefois dans la mesure où l'on isolait l'instrument de la guerre — l'armée — de la société dont il procédait, dans la mesure aussi où l'on travaillait sur la base d'une technique donnée pour des dizaines d'années. Il ne peut plus exister aujourd'hui, car aucun des adversaires ne peut exercer un contrôle total de sa propre société, ni prévoir le développement de sa propre technique. Il faut dire qu'il en découle une tendance invincible au sein de chaque bloc d'augmenter précisément la base rationnelle de sa stratégie, en augmentant le degré de contrôle sur la société et son développement. Mais dans la mesure où cette tendance est profondément tenue en échec — même si elle aboutit à s'imposer extérieurement — la stratégie de chacun des blocs, comme sa politique ne peut qu'être elle-même à la fois partielle et constamment modifiée sous la pression de facteurs qui lui sont extérieurs, c'est-à-dire empirique.

Résumons-nous : une stabilisation des rapports entre les deux blocs est impossible; elle est impossible même dans le sens d'une « stabilisation provisoire », c'est-à-dire d'un règlement ne pouvant pas être remis en question pendant un certain temps. Des compromis conjoncturels, explicites ou implicites, en revanche, sont possibles et probables, reposant sur une configuration donnée du rapport des forces; leur durée peut être courte ou longue, leur étendue large ou étroite, mais en tout état de cause ils sont par essence transitoires, car ils ne peuvent s'appuyer que sur le rapport de forces à un moment donné et ce rapport est par sa nature même instable et mouvant; on ne peut rien en dire d'avance.

L'histoire des dernières années, et singulièrement celle de 1953, le montre amplement.

Les rapports russo-américains, 1945-1952.

La période 1945-1948 a été la période de la cristallisation définitive des deux blocs et de leur délimitation géographique. La guerre avait laissé derrière elle un chaos économique, social et politique, aussi bien en Europe qu'en Asie. Les « zones d'influence » définies à Yalta et à Potsdam pouvaient être précises sur la carte, définir les limites de l'avance des armées; mais du point de vue social et politique, à cette influence il fallait donner un contenu concret, et ceci ne pouvait se faire que par l'instauration et la consolidation du régime bureaucratique dans les pays de la zone orientale, de la bourgeoisie traditionnelle dans les pays occidentaux. Cette instauration, à son tour, ne pouvait pas être automatique; il fallait, pour les Russes aussi bien que pour les Américains, intervenir dans la vie politique de ces pays, appuyer les éléments qui leur étaient favorables, attaquer les autres. De plus comme l'influence de chacun, incertaine au départ dans sa propre zone, pénétrait dans la zone adverse, comme les Russes avaient la possibilité de jouer sur la politique française par le moyen du Parti communiste et les Américains dans la politique tchèque ou polonaise par le moyen des partis bourgeois et réformistes, la lutte entre les deux blocs a pris fatalement pendant cette période l'aspect d'une lutte surtout sociale et politique, chacun essayant d'exterminer les partisans de l'adversaire dans sa zone et de pousser les siens dans la zone de l'autre.

Ce processus a atteint un palier important en 1947-48; l'échec des grèves de novembre-décembre 1947 en France, les événements de Prague en mars, puis les élections italiennes en mai 1948 achevaient la consolidation du pouvoir russe ou américain dans les pays les plus disputés; l'intervention américaine en Grèce dès 1947 laissait peu de doutes quant au sort de ce pays (où la guerre civile ne s'acheva pourtant que deux ans plus tard, en

août 1949). Un certain cloisonnement des deux blocs était ainsi atteint. Ce cloisonnement présupposait d'ailleurs essentiellement la consolidation économique des deux régimes chacun dans sa zone, et en retour, son achèvement a renforcé cette consolidation (14).

Ce cloisonnement n'était pourtant que tout relatif, et ceci en plusieurs sens : d'abord, la bureaucratie russe continuait à pouvoir agir à l'intérieur de certains pays capitalistes importants par l'intermédiaire des partis staliniens (France, Italie), inversement, comme l'a montré le cas de la Yougoslavie, la domination de la bureaucratie sur les pays de sa zone n'était pas toujours sans fissures; en deuxième lieu, dans le cas de l'Allemagne et de la Corée, le cloisonnement correspondait à un découpage artificiel des pays qu'il concernait, et donnait lieu à des frictions et conflits répétés (blocus de Berlin); enfin, dans le cas de pays comme l'Indochine et la Chine, le conflit armé continuait et paraissait seul capable de décider de leur sort.

On aurait pu penser à cette époque que sur la base de ce cloisonnement, même relatif, une stabilisation des rapports entre les deux blocs pouvait s'ensuivre et durer. C'est ce qui a apparu superficiellement arriver de 1948 à 1950. C'est pourtant dès 1949 que les bases de l'équilibre qui paraissait péniblement acquis ont été ébranlées par la conquête stalinienne de la Chine d'abord, l'explosion de la bombe atomique russe ensuite. Les deux constituaient une amputation radicale de la puissance américaine; la première, en ajoutant cinq cent millions d'hommes au bloc russe et en montrant qu'en cas de guerre, l'ensemble de l'Asie continentale risquait d'être perdu pour les Etats-Unis. La deuxième, en anéantissant le monopole atomique des Etats-Unis, qui s'y étaient jusqu'alors appuyés pour contrebalancer la supériorité russe en armes « classiques ».

La réponse américaine à la conquête de la Chine a été le pacte dit de l'Atlantique Nord, signé en avril 1949. Sur le plan formel, celui-ci n'apportait rien de nouveau : il consacrait l'hégémonie américaine, qui était un fait depuis 1942, et définissait une zone « inattaquable » dont on connaissait depuis longtemps les frontières. Le Pacte ne pouvait recevoir un contenu concret que par le réarmement des pays qui y participaient et par la définition d'une stratégie cohérente et rationnelle. Si le moindre doute existait là-dessus au début, il a été dissipé avec l'explosion de la bombe atomique russe en été 1949. Celle-ci montrait qu'il fallait bien affronter les Russes le cas échéant sur le plan réel de la guerre totale, et non pas sur le plan imaginaire de la guerre presse-bouton; les boutons continuaient à se multiplier, mais on pouvait désormais les presser des deux côtés du rideau de fer.

Mais une chose était de constater ce fait, et d'en tirer la conclusion de la nécessité d'un réarmement total, une autre de définir précisément et concrètement, dans les conditions données de la « coalition » américaine, une stratégie à la fois réalisable et efficace. Cette tâche était alors et reste, comme on le verra, impossible pour le bloc américain. En tout état de cause, le début d'un réarmement « classique », destiné à compenser la perte du monopole atomique américain, a été effectivement entrepris dès le printemps 1950.

Les contradictions et la faiblesse interne de la situation du bloc américain ont été démontrées lorsqu'en juin 1950 les Nord-Coréens ont envahi la Corée du Sud. Encore une fois il était démontré que, tandis que les Russes pouvaient toujours agir par personnes interposées et utiliser le potentiel des régions qu'ils contrôlaient, les Américains n'étaient capables de mettre sur pied que des régimes fantoches, s'écroulant à la première secousse. Les Américains étaient en même temps, sous peine d'un effondrement moral complet de leur coalition, obligés d'intervenir par leurs propres forces et d'accepter la lutte sur le terrain et avec les limites imposées par l'adversaire; ils se sont fait battre pendant toute une période et n'ont pu remonter le courant qu'en s'engageant à fond dans une guerre classique, et en y consacrant le plus clair de leurs troupes disponibles.

La contre-intervention chinoise, en ramenant brutalement les Américains aux alentours du 38° parallèle, démontrait que, quel que puisse être le poten-

(14) V. l'article *La consolidation temporaire du capitalisme mondial* dans le n° 3 de cette Revue (juillet-août 1949).